



Meta doit verser des réparations aux Rohingyas !

Des réfugiés ont décidé d'affronter un géant de la Silicon Valley. Plusieurs groupes de militants rohingyas demandent à Facebook des réparations pour le rôle qu'a joué l'entreprise dans les atrocités commises au Myanmar. Signez dès maintenant la pétition demandant des comptes au groupe Meta.

En 2017, plus de 700 000 Rohingyas ont fui les graves violences et crimes contre l'humanité commis dans le cadre d'une campagne d'épuration ethnique menée par l'armée du Myanmar. Meta a contribué à ces violences et aux discriminations en diffusant et en amplifiant les contenus anti-Rohingyas sur sa plateforme Facebook.

L'entreprise, qui pèse des milliards, a refusé toutes les demandes de dédommagement émanant des Rohingyas. Aujourd'hui, un groupe de jeunes activistes réfugié à Cox's Bazar, au Bangladesh, a engagé une procédure contre Meta auprès de l'OCDE. Ils demandent :

- La création d'un fonds d'investissement de 1 million de dollars destinés à des projets éducatifs dans les camps de réfugiés.
- La reconnaissance des dommages causés aux victimes en faisant les modifications nécessaires sur sa plateforme afin d'éviter que cela ne se reproduise.

Grâce à votre signature, nous montrerons qu'il existe une volonté collective pour que Meta fasse ce qui est juste, en commençant par accorder des réparations aux Rohingyas.

	NOM, PRENOM	CODE POSTAL	SIGNATURE
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

Amnesty International France (AIF) traite les informations recueillies sur cette pétition de façon sécurisée afin d'interpeller les représentants des États à l'Assemblée générale des Nations unies et au Conseil des droits de l'homme. Le responsable de traitement des données est AIF, représentée par sa Présidente, Cécile Coudriou. Conformément aux réglementations en vigueur vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, de restriction et d'opposition au traitement des données vous concernant. En signant cette pétition vous acceptez que vos données soient transmises aux représentants des États à l'Assemblée générale des Nations unies et au Conseil des droits de l'homme. Pour plus d'information sur le traitement de vos données, les mentions légales sont mises à votre disposition par nos équipes militantes